

ANWAR GARGASH

Conseiller diplomatique du président des Émirats arabes unis

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

La première bonne nouvelle, c'est que ça marche. Anwar, merci beaucoup de vous joindre à nous sous cette forme pour la troisième fois afin de discuter librement de certaines des grandes questions internationales du moment.

J'aimerais tout d'abord vous poser une question. Avec la nouvelle guerre entre Israël et le Hamas, je dis Israël et le Hamas, mais je pense qu'il est également important de la situer dans un cadre plus large, car ces dernières années, nous avons assisté à une accumulation de dysfonctionnements du système international dont cette tragédie n'est que la plus récente. Donc, la raison pour laquelle je parle de guerre entre Israël et le Hamas est de savoir de quel type de conflit il s'agit réellement. C'est après l'agression du Hamas contre Israël le 7 octobre que la plupart des gens ont immédiatement interprété qu'il s'agissait d'une résurgence de la question israélo-palestinienne. C'est au moins en partie vrai, mais est-ce vraiment la bonne manière de parler de ce conflit ? Le Hamas lui-même n'est-il pas devenu un véritable acteur en tant que tel ? Ma première question comporte donc deux parties. Tout d'abord, concernant la nature de ce nouveau conflit, et bien sûr nous discuterons de ses conséquences, de ses conséquences probables. S'agit-il d'une question israélo-palestinienne, ou est-ce quelque chose d'un peu plus complexe ? Comment voyez-vous cela dans le cadre plus large de la détérioration du système international de ces dernières années ?

Anwar Gargash, conseiller diplomatique du président des Émirats arabes unis

Merci beaucoup Thierry, merci beaucoup. Je veux juste commencer par dire que nous avons convenu de faire cette session il y a plusieurs mois ce qui est, d'une certaine manière je pense, très révélateur de la région dans laquelle nous vivons. Mes premières réflexions auraient donc été très différentes si les événements du 7 octobre ne s'étaient en quelque sorte imposés au débat public.

J'avais plutôt l'intention de parler d'une région qui est plus en phase avec la géoéconomie que des enjeux géostratégiques. L'idée selon laquelle les acteurs nationaux essaient d'utiliser l'économie comme un moyen de désamorcer les tensions, etc. Je pense qu'il n'y a aucune raison de s'éloigner de cette ligne d'action, je pense aux événements survenus depuis le 7 octobre avec l'attaque du Hamas contre des villages israéliens, la perte de nombreuses vies civiles, les otages et bien sûr la réponse israélienne qui, je dirais également, est disproportionnée pour être honnête.

Je pense que tous ces événements nous disent, à un gouvernement comme celui des Émirats arabes unis, en réalité deux choses. Cela nous dit que, premièrement, nous devons encore considérer la région et essayer de travailler avec d'autres acteurs régionaux afin de nous assurer que la stabilité régionale est garantie, contenue et que nous pouvons la maintenir.

Cependant, je pense que l'autre message est que les plans nationaux doivent également aller de l'avant. Je ne pense pas que les plans nationaux doivent être suspendus, car il y aura toujours un problème régional majeur qui nous surprendra, même si celui du 7 octobre est d'une ampleur énorme et a des répercussions énormes. Cependant, en même temps, je pense que nous devons également nous occuper de la région et nous attaquer aux conflits qui y sont présents. Je pense que c'est le genre de dichotomie à laquelle nous devons faire face et à propos de laquelle beaucoup de ceux qui appellent à une pause sur toutes les questions nationales, sur tous les programmes nationaux, en raison d'une crise aussi colossale que celle à laquelle nous assistons et ses différentes dimensions, ne donnent pas de bons conseils, selon moi. Quel que soit le nombre de ceux qui viennent aussi dire « passons à autre chose avec nos projets régionaux, nationaux et nos plans nationaux, etc., d'investissement et économiques et de revitalisation de nos économies », je pense que nous serons les premiers à dire que, oui, nous pouvons le faire, mais nous devons aussi nous occuper de notre région.

Je pense qu'il est important de trouver un juste équilibre entre ce que j'appellerais l'avenir, mais, en même temps, il est extrêmement important de s'attaquer aux démons de la région, aux démons du passé.

Si vous me le permettez, je souhaite également aborder ce qui a été la priorité des Émirats arabes unis pendant cette crise. Je pense qu'il ne faut jamais oublier que l'opinion publique arabe est, à juste titre, très émotive lorsqu'il s'agit de la question palestinienne : on a lu beaucoup à ce sujet, c'est quelque chose avec lequel on a grandi, et ainsi de suite. Par conséquent, le sentiment dominant que les Palestiniens ont été lésés est quelque chose qui, je pense, est extrêmement répandu dans toutes les sociétés arabes, à des degrés divers, mais je pense qu'il est extrêmement répandu.

Je pense que le deuxième problème important est qu'il y a toujours une sorte d'autoflagellation chaque fois qu'il y a une crise comme celle-ci. Pour être honnête, je veux dire que cela devient, dans une certaine mesure, une guerre médiatique arabe. Il est toujours question de savoir qui a eu les plus grandes manifestations ou qui a eu la formulation la plus flamboyante, et je pense que ce qui est vraiment perdu dans tout cela, c'est le travail vraiment constructif. Et j'ai le sentiment que depuis le début de la crise, les Émirats arabes unis n'ont pas fait le plus de bruit, mais ils ont été l'un des pays les plus constructifs et je dois vraiment insister sur ces limites entre faire du bruit et être constructif.

En gardant cela à l'esprit, je sais donc que, par exemple, nous avons adopté trois approches très importantes. La première approche, à laquelle je pense qu'il faut accorder beaucoup de crédit, est l'approche diplomatique. Je sais, en suivant notre Président, que c'est quelque chose qui a pris beaucoup de son temps, avec de nombreux appels haut placés avec toutes les parties. Tous ces appels mettent l'accent sur deux ou trois questions. Je pense qu'une grande partie de ces discussions a porté sur l'humanitaire et sur la manière dont nous pouvons réellement aborder l'aspect humanitaire de la question, car les pertes en vies humaines que nous avons constatées des deux côtés, du côté israélien et du côté palestinien, sont quelque chose de grave qui a pris des proportions monumentales et je pense que de ce point de vue, nous devons aborder le problème humanitaire.

Je pense également que nous avons été critiqués quand nous avons souligné que la vie humaine a la même valeur partout où elle est victime d'une violence désastreuse, mais je pense que nous acceptons cette critique. En outre, je pense que nous pouvons voir également dans diverses déclarations, que ce soit dans la déclaration du CCG-UE sur le conflit, ou dans la déclaration de la Ligue arabe, qu'on accepte de plus en plus que toute vie de civil compte et ne devrait pas être prise pour cible. Je ne m'en attribuerai pas tout le mérite, mais je pense que c'est une chose pour laquelle nos pays font beaucoup d'efforts,

c'est-à-dire d'essayer de faire comprendre que même à une époque où des combattants se battent contre d'autres combattants, il est extrêmement important que pour les enfants, les femmes, les civils, les personnes âgées, qu'ils vivent dans un village israélien ou qu'ils soient bombardés aujourd'hui à Gaza, c'est quelque chose qui dépasse les bornes et n'est pas acceptable.

Puis, sur le plan diplomatique, je pense que nous avons également agi de manière extrêmement énergique au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. Il se trouve que c'était notre tour de mandat, nous nous sommes efforcé d'être un acteur pragmatique, dynamique et utile au cours de notre mandat de deux ans au Conseil de sécurité de l'ONU. Toute notre préparation, pendant les quatre ou cinq années précédant le Conseil de sécurité de l'ONU, a porté principalement sur les questions de développement, en essayant d'acquérir davantage de connaissances sur les questions africaines, en essayant d'acquérir davantage de connaissances sur les questions du développement, de l'eau et de la santé. Et soudain, nous sommes confrontés à deux des plus grandes crises de ce début de siècle, la crise ukrainienne et maintenant, bien sûr, la crise à Gaza. Par conséquent, notre équipe a pu être pour ainsi dire un bâtisseur de ponts à bien des égards, nous avons été pragmatiques quant à ce que nous essayons de faire.

Par conséquent, plutôt que d'appeler à un cessez-le-feu et d'être simplement une voix morale, et que ce cessez-le-feu ne se matérialise pas, nous avons été plus réalistes en essayant de parvenir à un cessez-le-feu humanitaire, dans l'espoir que ce cessez-le-feu humanitaire ne fera l'objet d'aucun veto de la part d'aucun des participants, que ce cessez-le-feu humanitaire sera adopté parce que c'est ce dont nous avons réellement besoin. Il faut que les combats cessent, qu'on fasse face aux souffrances déchirantes des femmes et des enfants que nous voyons quotidiennement à Gaza et que nous fassions aussi sortir les otages, en particulier les civils, comme nous le voyons dans tous les efforts sur lesquels les Qataris se concentrent en ce moment. Par conséquent, la politique ne consiste pas vraiment à rapidement marquer des points au niveau moral, mais plutôt à obtenir des résultats et atteindre des objectifs concrets. Je pense que c'est quelque chose que nous essayons de faire très fortement.

Le deuxième problème sur lequel nous avons travaillé très dur, et je suis désolé de prendre autant de temps, mais je pense que ce sont les trois domaines sur lesquels je dois insister, c'est l'aspect humanitaire. Je pense que très tôt, nous avons régulièrement soutenu l'UNRO. Cette année, nous avons consacré 45 millions de dollars à l'UNRO pour la cause palestinienne, parmi lesquels 20 millions de dollars après le 7 octobre, car nous estimons que parmi les organisations internationales travaillant dans ce domaine, l'UNRO a été la plus efficace et nous l'avons toujours soutenue.

En dehors de cela, comme beaucoup d'autres pays arabes, nous avons mené notre propre campagne publique d'aide humanitaire, Tarahum, dans le cadre de laquelle nous essayons de canaliser ici les énergies de nombreuses familles qui sont bouleversées, de nombreuses familles qui sont en colère face à ce qu'elles voient aujourd'hui à Gaza et d'essayer de le faire de manière positive grâce à une campagne publique.

Troisièmement, bien sûr, il y a l'annonce selon laquelle les Émirats arabes unis accueilleront 1 000 blessés de Gaza ainsi que leurs familles pour les ramener dans les hôpitaux des Émirats arabes unis. Mais, encore une fois, nous examinons diverses initiatives et je peux dire que le président lui-même est très impliqué dans les efforts diplomatiques, dans l'effort humanitaire, car c'est là que nous pouvons apporter une valeur ajoutée. Nous pouvons ici ajouter beaucoup plus de valeur. En plus, bien sûr, nous travaillons avec des pays comme la Jordanie et l'Égypte qui, selon nous, connaissent le terrain bien mieux que nous, et nous essayons de travailler dur avec eux pour essayer d'obtenir des résultats.

Je pense que le quatrième élément qui, pour nous, est extrêmement important, c'est l'endiguement du conflit. Plus ce conflit dure, plus la violence continue, plus l'attaque contre Gaza se poursuit, plus ces otages sont retenus longtemps, plus je pense qu'il est probable que le conflit s'étende. Nous avons entendu hier le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, dire que le Hezbollah et de nombreux alliés de l'Iran dans la région n'étendraient pas le conflit. De ce point de vue, je pense que tout ce qui n'étend pas le conflit est une évolution positive. Cependant, pour ne pas étendre le conflit, il faut mettre un terme au problème actuel. Par conséquent, à mon avis, dans un monde arabe extrêmement émotif qui a tendance, comme je l'ai dit, à s'autoflageller, je dirais que nous avons travaillé avec diligence, dynamisme et réactivité pour faire ce que nous devons faire. Bien sûr, la question palestinienne est une question arabe, elle comporte donc diverses composantes, différents pays, mais je peux dire avec le sens du devoir que les Émirats arabes unis font tout ce qu'ils peuvent pour contribuer aux efforts arabes globaux visant à résoudre cette question.

Thierry de Montbrial

Merci beaucoup. Je pense que vos explications sont très sensées et très éclairées. Je pense que c'est une politique très judicieuse, c'est probablement la meilleure option pour votre pays.

Cependant, je voudrais revenir sur ce à quoi vous avez fait allusion au début de votre discours, sur la stabilité régionale. Le mot « stabilité » a un sens d'un point de vue mathématique, quand l'on part d'une sorte d'équilibre ; s'il n'y a pas d'équilibre, il ne peut y avoir de stabilité. Or, il n'y avait pas d'équilibre au Moyen-Orient avant le 7 octobre. Si l'on prend tous les principaux acteurs régionaux, sans les nommer parce qu'ils sont plus ou moins évidents, pensez-vous qu'ils ont tous intérêt à maintenir le statu quo, comme s'il existait un équilibre ? Pensez-vous que certains d'entre eux recherchent un nouveau type d'équilibre qui ne serait probablement pas acceptable pour les autres membres ? En d'autres termes, existe-t-il une volonté partagée dans la région d'évoluer vers une sorte d'équilibre avec un changement de l'équilibre des pouvoirs existant ?

Anwar Gargash

Je dirais qu'il y a ici trois éléments qui sont importants. Du point de vue des Émirats arabes unis, nous avons connu une décennie très difficile jusqu'à la Covid et cette décennie correspondait à ce que l'on appelle aujourd'hui de manière incorrecte, le Printemps arabe. Je pense que cette décennie a été extrêmement difficile pour tout le monde. De ce point de vue, je pense que notre approche peut être définie comme une désescalade régionale, une stabilité partagée, mais également une prospérité partagée. Par conséquent, de ce point de vue, je pense que nous avons, depuis 2018/2019, déployé beaucoup d'efforts pour essayer d'articuler des idées de prospérité partagée. Fondamentalement, nous ne parlons pas seulement de la prospérité des Émirats arabes unis, mais nous parlons également de la prospérité au-delà de la région du Golfe pour essayer d'inclure des pays comme l'Iran, pour essayer d'inclure des pays comme la Turquie, Israël, l'Égypte ou d'autres. Je pense qu'il s'agit toujours d'un message très puissant : en gros, nous disons que pour certains, le statu quo est une bonne chose, pour d'autres, ce n'est pas une bonne chose, mais travaillons ensemble pour que ce statu quo soit également une bonne chose pour vous. Par conséquent, je pense qu'en premier, il faut avoir un message qui n'est pas centré sur la stabilité, car la stabilité avec la pauvreté ne veut rien dire. La stabilité doit être avec la capacité d'avoir réellement ce genre de prospérité partagée.

Je pense que le deuxième élément important est que les événements survenus depuis le 7 octobre, depuis l'attaque du Hamas et les développements ultérieurs, montrent que la stratégie de l'endiguement a ses limites. Il est donc clair qu'en ce qui concerne la question palestinienne, l'endiguement qui, je dirais, a été la marque de la question palestinienne au

cours des 20 dernières années, atteint vraiment son paroxysme en ce moment. Nous devons revenir à une approche de résolution des problèmes, une approche qui s'occupera des réfugiés, des frontières et de Jérusalem-Est. Je pense qu'il s'agit d'une approche totalement nouvelle dans laquelle nous devons reconnaître que les 20 dernières années d'endiguement ont vraiment échoué. Je ne m'attends pas à ce que cette discussion ait lieu en pleine guerre, en ce moment, mais je pense que c'est là le principal point à retenir de ce que nous disons aujourd'hui : la stratégie de l'endiguement a échoué.

D'un point de vue régional plus large, je dirais que nous avons dans la région trop de conflits ouverts qui doivent être résolus. La Syrie en est un, les réfugiés, les millions de réfugiés syriens qui se trouvent en Jordanie, au Liban ou en Turquie et le retour de ces réfugiés avec toutes sortes de pressions politiques et sociales exercées sur ces pays aux ressources limitées. Je pense que repousser à plus tard et endiguer, ce n'est clairement pas la solution. Nous assistons à nouveau à un conflit dans lequel un processus de transition au Soudan a été fondamentalement détourné et, tout à coup, nous nous retrouvons face à des mois de combats et la leçon à tirer de tout cela est qu'il y a des limites à une politique d'endiguement.

Par conséquent, pour revenir à votre question, je pense que nous devons respecter le fait que la région aura des intérêts nationaux et idéologiques divers et que nous devons d'une manière ou d'une autre atteindre, à mon avis, une sorte d'équilibre pour gérer ces choses, comme je l'ai dit : en essayant d'utiliser autant que possible l'économie, la désescalade politique et évidemment aussi de maîtriser les guerres médiatiques qui existent et qui s'enveniment facilement dans le monde arabe. Voilà ce que je pense.

Thierry de Montbrial

Diriez-vous qu'une telle méthode pourrait intéresser l'Iran ?

Anwar Gargash

Je pense que oui. Nous savons pertinemment que l'Iran souhaite participer à cette prospérité et, bien sûr, nous savons qu'il existe de nombreux obstacles à des investissements plus importants en Iran et, une fois que ces obstacles posés par la communauté internationale auront été retirés, je pense que nous et de nombreux autres pays sommes intéressés par une collaboration avec l'Iran. Cela ne signifie pas pour autant que l'Iran va changer ses ambitions politiques, mais je pense que nous pouvons essayer de donner notre avis. Nous sommes sortis de 10 ans de confrontation, donc pour nous, 10 autres années de confrontation ne sont pas ce que nous envisageons. Ce que nous recherchons réellement, ce sont des espaces où nous pouvons réellement vivre ensemble, prospérer ensemble, construire ensemble. C'est très difficile, mais je pense que si nous parvenons à adopter une perspective plus géoéconomique, nous pourrions réaliser certaines choses.

Une fois de plus, nous, la région et encore une fois la communauté internationale, nous avons la responsabilité de dire que de nombreuses politiques d'endiguement, en particulier dans la question israélo-palestinienne, n'ont vraiment plus d'avenir. Cependant, je pense qu'il faudra un processus, un mécanisme dans la période à venir.

Thierry de Montbrial

Je vous remercie. Vous voyez, l'un des problèmes que nous devons résoudre au sein de la WPC est que le temps passe trop vite, alors peut-être que le Patriarcat nous aidera à ralentir le temps.

Malheureusement, j'arrive à ma dernière question qui sera sur les États-Unis. Tout le monde comprend que les États-Unis sont encore de loin la première puissance mondiale, mais ce



n'est plus comme avant, en particulier dans cette région dans laquelle ils ne sont plus aussi puissants qu'ils l'étaient pendant la guerre froide, pour de nombreuses raisons. Les États-Unis ont évidemment un rôle important à jouer dans la situation actuelle. Ma question concerne les limites de la puissance des États-Unis : comment voyez-vous cela ?

Anwar Gargash

Je suis tenté de dire d'abord que le temps passe très vite également en cas de crise humanitaire, il ne s'agit donc pas seulement de la WPC. Je pense que nous devons agir très vite pour sauver autant de personnes, autant d'enfants blessés, autant de femmes que possible. C'est vraiment déchirant de regarder les informations tous les jours, c'est tout simplement déchirant : libérer tous les otages, essayer de faire ce qu'il faut et s'occuper de la crise au sein de cet espace politique. Cependant, pour y parvenir, nous devons également pouvoir voir une lumière au bout du tunnel, nous ne pouvons pas continuer à le faire avec un tunnel très sombre qui ne cesse de s'allonger.

Vis-à-vis des États-Unis, je pense que dans un monde très multipolaire, et de plus en plus multipolaire, je pense que les Américains sortent plus forts de la crise ukrainienne. À mon avis, je pense que l'issue de la crise ukrainienne donne aux États-Unis plus de force au sein du système international. Je pense donc que c'est quelque chose que nous devons prendre en compte.

Maintenant, pour la crise de Gaza, cela dépend. Je pense que les États-Unis montrent maintenant qu'ils ont mis toutes leurs forces pour soutenir un allié précieux, c'est-à-dire Israël. Ce que l'on comprend très bien dans la région. Mais là encore, si cette crise continue, notamment sur le plan humanitaire, et si cette crise nous ramène à l'ancienne politique d'endiguement d'avant le 7 octobre, je pense que le rôle des Américains, sans penser si c'est bien ou mal, ne sera pas considéré comme efficace.

Donc, pour moi, je pense qu'à long terme, l'implication des États-Unis se verra par la fin à cette guerre, la plus rapide possible, et si nous pouvons avoir un autre type de processus de résolution des problèmes, de résolution des litiges plutôt que celui de l'endiguement. Je pense que ce sera une autre opportunité pour les États-Unis à mesure que nous avançons.

Thierry de Montbrial

Je vous remercie.